

Investissement Canada—Loi

Je dirai une chose au crédit des conservateurs, toutefois, c'est qu'ils font avec enthousiasme ce que les libéraux faisaient dans la honte. Pour ce qui est de l'essentiel, les libéraux ont toujours fait ce que les Américains leur demandaient de faire, mais ils avaient au moins l'honnêteté d'en avoir honte ou d'invoquer une raison quelconque. Ce n'est pas le cas des conservateurs. Ils sont honnêtes dans leur stupidité. Si les Américains les empêchent de faire quelque chose, ils n'invoquent pas une autre raison, ils disent carrément que nous ne le pouvons pas le faire parce que les Américains ne le veulent pas. Il faut au moins reconnaître cette qualité aux conservateurs. Voilà le genre d'honnêteté que l'on admire, je suppose, chez des personnes qui n'exercent pas vraiment de contrôle sur le monde qui les entoure et qui ne veulent rien y changer. Toutefois, c'est l'attitude du gouvernement actuel, et ce projet de loi en témoigne. C'est on ne peut plus regrettable.

● (1650)

[Français]

M. André Harvey (Chicoutimi): Monsieur le Président, il m'est impossible de laisser une aussi belle occasion de m'exprimer sur un projet de loi qui est fondamental au niveau de la différence idéologique entre le parti au pouvoir et l'Opposition officielle. Ce projet de Loi C-15 fait évidemment allusion à l'ouverture sur le monde que notre pays doit manifester de plus en plus. Depuis quelques heures, l'Opposition officielle a réussi à trouver toutes les solutions à tous les problèmes du pays, en particulier celui de la création d'emplois et des investissements. On a même fait allusion à la souveraineté économique, au fait qu'il fallait préserver notre souveraineté économique. Encore faut-il savoir, monsieur le Président, ce qu'elle a coûté la souveraineté économique au pays depuis une douzaine d'années. La souveraineté économique à laquelle font allusion nos collègues libéraux, elle a coûté tout près de 200 milliards en une dizaine d'années. Allez demander, monsieur le Président, aux chômeurs du pays ce qu'elle a coûté la souveraineté économique. Elle leur a coûté entre un million et demi à deux millions de sans emploi. Il est donc important que notre gouvernement dans ce projet de loi comme dans plusieurs autres fasse preuve de persévérance. Ce qui est en cause ici, monsieur le Président, c'est une partie de la reconstruction nationale que notre gouvernement est en voie de réaliser. Il est évident que les partis d'opposition sont démunis, ils sont dépassés actuellement, ils sont déphasés par rapport à la nouvelle réalité politique nationale, c'est-à-dire celle qui fait appel à la réconciliation nationale et aussi à la réconciliation internationale, entre autres, avec nos partenaires économiques.

En effet, monsieur le Président, en quelques mois seulement, jamais notre pays n'a eu l'occasion de vivre aussi rapidement des ententes majeures. Pensez à l'accord pétrolier, pensez à la révision de la politique nationale de l'énergie. Pensons aussi pour le gouvernement du Québec et pour les Québécois en particulier à l'entente cadre de un milliard, 600 millions qui va solutionner des problèmes aussi importants reliés à l'activité touristique, à l'activité des PME, à l'industrie forestière, qui va être signée dans quelques jours.

Donc, face au projet de loi qui est déposé, le projet de Loi C-15 qui va démontrer à la face du monde que le Canada est maintenant ouvert à l'investissement étranger, sans contrainte banale, sans contrainte artificielle aux investissements étrangers, il est évident qu'il est facile pour l'Opposition officielle de

parler de «jobs, jobs, jobs». Je me souviens, monsieur le Président, du fait que tout le mois de novembre, à partir du 9, pendant quatre semaines consécutives on nous a fait passer pour les bourreaux des étudiants, et pourtant notre gouvernement a persisté et a «sorti» le programme le plus progressif pour les programmes d'été étudiants: Défi '85.

Dans ce dossier-là, l'Opposition libérale a été démantelée. Sur l'aide aux personnes âgées, les allocations au conjoint, 350 millions de dollars. Jamais un gouvernement n'a fait un effort aussi significatif mais, pour l'Opposition officielle, tous les efforts du gouvernement sont toujours insuffisants. Malgré cela, je pense qu'il est important que notre gouvernement, dans ce projet de loi C-15, fasse preuve de persévérance et démontre à l'ensemble des Canadiens qu'il sait où il va dans plusieurs secteurs de l'activité canadienne, dans celui des investissements étrangers comme dans plusieurs autres.

Monsieur le Président, notre record concernant les investissements étrangers est quand même sérieux. Selon des rapports qui nous sont fournis par des experts, sur une classe de 24, le Canada est classé le 24^e. Il y a moyen de faire du progrès par rapport à l'attraction, l'attrait manifesté par notre pays face aux investisseurs étrangers.

Il y a des témoins qui ont souligné, lors du comité qui a siégé plusieurs heures... l'opposition nous demande dans l'immédiat des «jobs»... Les témoins eux-mêmes ont dit devant les membres du comité qu'il n'est pas possible en trois, quatre, cinq et six mois de réparer le dégât libéral. Cela ne peut pas se réparer en moins de deux à trois ans. Deux millions de chômeurs ne se trouvent pas un emploi du jour au lendemain. Une réputation internationale, monsieur le Président, ça ne se refait pas du jour au lendemain. C'est lentement, avec assiduité, persévérance, comme le démontre ce projet de loi, que notre gouvernement va redonner confiance aux Canadiens et aux étrangers.

Mon collègue, il y a quelques minutes, voulant se moquer un petit peu de tous les efforts déployés par notre premier ministre tant sur la scène internationale que nationale, avec toute la bonne volonté que nous lui connaissons, posait la question suivante: «Qui veut acheter le Canada?»

Monsieur le Président, oserais-je me permettre de vous dire que, actuellement, dans la situation où les libéraux nous ont laissé le Canada, personne ne veut l'acheter.

Il est donc important que la reconstruction nationale continue à se faire malgré les heures interminables de débat sur des projets de loi. Actuellement, les libéraux se trouvent des missions. Il y a quelques heures, le chef de l'Opposition officielle (M. Turner) était devenu l'apôtre de la défense de l'environnement. Il était prêt à effectuer tous les crédits nécessaires reliés à l'environnement. Et, pourtant, c'est lui le père des déficits fédéraux qui ont été amorcés il y a une dizaine d'années. C'est lui le père du premier déficit fédéral de 500 millions de dollars. C'est lui aussi le père du deuxième déficit fédéral d'un milliard et demi de dollars et aujourd'hui de 36 milliards de dollars.

Monsieur le Président, la reconstruction nationale passe par le réalisme, et notre gouvernement va continuer à le prouver. Il faut se rappeler aussi que le pays a besoin d'investisseurs locaux et d'investisseurs étrangers, parce que sait-on combien coûte le service de la dette, monsieur le Président? Ce que cela